

n° 1118

Hebdomadaire - 19 juin 1986 - 2 F

D 1118 MEXIQUE: CONFLIT PAYSAN AU CHIAPAS

L'Etat de Chiapas, dans l'extrême-sud du Mexique, est une région essentiellement rurale à population indienne majoritaire. Les conflits de la terre y sont fréquents (cf. DIAL D 918). Ce document fait écho à un autre type de conflit, celui du prix du maïs payé au producteur, qui se double en l'occurrence de méthodes répressives portant atteinte aux droits de l'homme. C'est le lieu de rappeler que l'organisation Amnesty International vient précisément de publier un rapport officiel intitulé "Mexico: Los Derechos Humanos en Zonas Rurales", essentiellement les Etats d'Oaxaca et de Chiapas. Le rapport comporte la réponse du gouvernement mexicain.

Note DIAL

Les conflits paysans de la Fraylesca

Plaine fertile, grenier du Chiapas au sud-ouest de l'Etat, la Fraylesca doit son nom aux riches haciendas qu'y possédaient les frères (frayles) dominicains jusqu'en 1856; son centre principal est à Villa Flores.

Elle est actuellement le lieu de graves conflits paysans. Malgré des récoltes records (la Fraylesca a plusieurs reçu, dans les années 80, "L'épi d'or" - mazorca de oro - pour récompenser sa productivité en produits de base), les paysans, dans le contexte général de la crise économique et financière qui secoue le Mexique, n'en tirent pas les revenus qu'ils attendent.

Soutenus par Germán Jiménez, leader politique local, professeur, ancien maire de Villa Flores et ancien député fédéral du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) entré en conflit avec ses anciens amis politiques en raison de ses choix paysans, des dissidents de la Confédération nationale des paysans (CNC) appuyés par le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), ont commencé en janvier 1986 une grève du maïs qui dure jusqu'à ce jour.

Les silos sont occupés par les producteurs, et la CONASUPO (organisme d'Etat ayant le monopole de la commercialisation) a suspendu ses paiements. Les paysans demandent une augmentation du prix garanti. En effet, à Chihuahua, dans le nord du pays, sur pression électorale du Parti d'action nationale (PAN, opposition de droite), le gouvernement fédéral a consenti une substantielle augmentation de la cotation du maïs en offrant 75.000 pesos la tonne; mais à Villa Flores le prix est bloqué à 43.000 pesos. Les producteurs du Chiapas, vexés d'être considérés comme des paysans de seconde zone, renforcent le mouvement. Se joignent à Germán Jiménez, la CNPA, la CIOAC, la OCEZ et la section 7 du SNTE, c'est-à-dire la gauche organisée.

De janvier à mai, le gouvernement fait le mort, mais sous la poussée de la manifestation du 1er mai, le Gouverneur Absalón promet une solution.

Celle-ci consiste en l'occupation des silos par l'armée. Les paysans ripostent en coupant les routes à Cintalapa, entrée stratégique du Chiapas par la route panaméricaine et porte de la Fraylesca. Des mouvements éclatent partout: à Bochil, Jitotol, El Bosque, Simojovel, Oxchuc, à des centaines de kilomètres de la Fraylesca.

## La manifestation du 14 mai à Cintalapa et l'arrestation du journaliste Jorge Enrique Hernández Aguilar

Le 14 mai à Cintalapa, 200 gendarmes (*judiciales*), 1800 policiers (*Seguridad del Estado*) et 2.500 militaires, dit-on, soit 4.500 hommes, transportés par 40 camions effectivement comptés qui font la navette depuis Tuxtla, la capitale de l'Etat, s'affrontent à 5.000 paysans. Pour éviter le massacre, Germán Jiménez et ses hommes s'interposent entre les combattants. Au milieu des troupes se trouve en personne le procureur de l'Etat du Chiapas, Luciano Rosales Tirado. Il accepte la négociation, tandis que des camions retournent à Tuxtla et que le journaliste Jorge Enrique Hernández Aguilar fait son travail de reporter. Germán demande alors à ses gens de libérer provisoirement la route, mais les paysans refusent tout en acceptant de nommer une commission de vingt-huit personnes.

Dans l'attente du procureur et des autorités, Jorge Enrique est appréhendé par les forces de l'ordre alors qu'il dormait sous un arbre au bord de la route. Le professeur Jacobo Nassar, l'un des négociateurs, donne aussitôt l'alerte aux paysans. Mais les "paysans" qui l'entendent ne sont pas des paysans; ce sont des policiers déguisés avec machette, sacoche (*morral*) et sandales (*huaraches*). Aussitôt ils arrêtent les membres de la commission, leur bandent les yeux, leur mettent un baillon et leur ligotent les mains; ils les font monter dans un camion, s'assoient sur leurs corps pour les cacher, et les débarquent à Tuxtla dans les sous-sols de la *Procuraduría*.

Le coup de filet embarquait vingt-deux paysans, six professeurs et le journaliste Jorge Enrique Hernández Aguilar.

Pendant trois jours, personne n'a pu les voir et les autorités ont nié leur détention. Sous la pression de leurs liens, certains d'entre eux, dont Germán Jiménez, n'ont pas recouvré l'usage de leurs mains à l'heure où j'écris. Jorge Enrique Hernández Aguilar a des troubles de l'ouïe et les oreilles qui suppurent à la suite des coups. Sous les coups, on lui a glissé un vieux revolver dans ses vêtements. Les vingt-deux paysans ont été sauvagement matraqués, surtout les *comisariados ejidales* (en particulier les deux de Jiquipilas et celui de Tiltepec, sièges des principaux silos) jusqu'à ce qu'ils signent une déclaration accusant: Germán Jiménez et son frère Rubén, Julián Nassar et son frère Jacobo, Jesús López Constantino, Manuel Hernández Gómez (ces 4 derniers de la section 7 du SNTE) et Jorge Enrique. Les paysans ont ensuite été relâchés.

Le chef de la police s'est excusé des coups devant le journaliste en lui expliquant qu'il n'avait autorité que sur cinq policiers qu'il lui a présentés et qui effectivement ne se sont pas comportés brutalement. Tous les autres, a-t-il dit, relevaient du Secrétariat général du gouvernement sous la responsabilité de Sarmiento Rojas, et de Salinas Solis, le secrétaire particulier du gouverneur.

Le 19 mai 1986, à 16 H, les sept prévenus étaient inculpés pour attaque aux voies principales de communication, association subversive et vol avec violences. Le journaliste Jorge Enrique Hernández Aguilar se voyait de plus inculpé pour port illégal d'armes.

Ils sont actuellement incarcérés à la prison de Tuxtla Cerro Hueco où les paysans leur apportent plusieurs fois par jour un plat de haricots.

(Correspondance particulière)

---

Abonnement annuel: France 310 F - Etranger 370 F - Avion 450 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441